

KASAÏ ET KASAÏ CENTRAL

RAPPORT MENSUEL | JUIN 2019



Vue aérienne de Tshikapa

CONGO RESEARCH
GROUP



GROUPE D'ÉTUDE
SUR LE CONGO

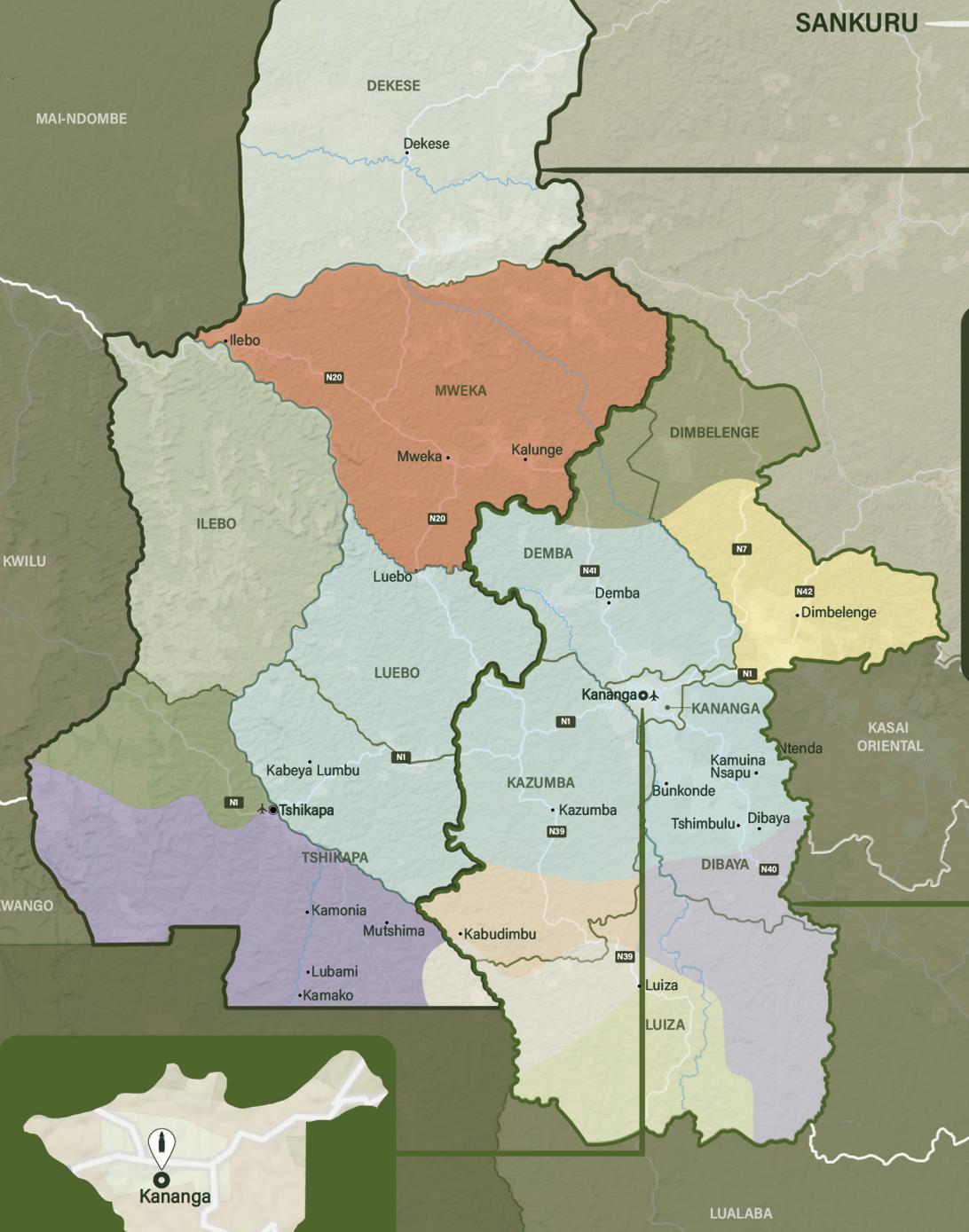
KASAÏ ET KASAÏ CENTRAL

CARTE DES ÉVÉNEMENTS MENSUELS | JUIN 2019

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



SOURCE: ©MAPBOX
©OPENSTREETMAP
CONTRIBUTORS



SANKURU

Candidatures à l'élection du gouverneur encore contestées

KASAÏ

Les partisans d'Evariste Boshab s'emparent du gouvernement provincial dirigé par le gouverneur Dieudonné Pieme; contestations par les différents communautés et partis politiques

KANANGA

Toujours de l'insécurité urbaine à Kananga

KASAÏ CENTRAL

Le gouverneur Martin Kabuya de nouveau face à des controverses

GROUPES ETHNIQUES PRÉDOMINANTS

- Lunda and Chokwe
- Lulua
- Mongo
- Bindji
- Lundu
- Pende
- Kuba
- Kete
- Salampasu
- Mbagani (inc. Bindji)
- Mélangé



03 Chronologie

Type d'événement

CATÉGORIES D'ÉVÉNEMENTS

- Manifestation politique
- Événement mortel
- Événement politique
- Criminalité urbaine
- Reddition de milice
- Evasion de prisonniers

RAPPORT MENSUEL | JUIN 2019

Faits saillants:



[**Kasaï**: les partisans d'Evariste Boshab s'emparent du gouvernement provincial dirigé par le gouverneur Dieudonné Pieme; contestations par les différents communautés et partis politiques



[**Kasaï Central**: le gouverneur Martin Kabuya de nouveau face à des controverses



[**Kasaï Central**: toujours de l'insécurité urbaine à Kananga



[**Sankuru**: candidatures à l'élection du gouverneur encore contestées

A. Situation politico-sécuritaire au Kasaï, au Kasaï Central et au Sankuru

Durant le mois de juin, l'actualité de l'espace kasaïen a été dominée par des tensions politiques dans les provinces du Kasaï, du Kasaï Central et du Sankuru. Cette situation s'explique essentiellement par des différends politiques au sein de la coalition au pouvoir, constituée autour du Front pour le Congo (FCC) et du Cap pour le changement (Cach).

Le gouverneur du Kasaï, Dieudonné Pieme, issue du FCC, a enfin annoncé, le 24 juin, son cabinet et, le lendemain, les membres de son gouvernement plus d'un mois après son retour à Tshikapa après avoir pris part à la réunion des gouverneurs avec le chef de l'Etat à Kinshasa. Ce gouvernement, composé de 10 membres plutôt que de cinq dans celui qui l'a précédé a immédiatement suscité des contestations. Un épisode non sans rappeler la [polémique suscitée par la composition du gouvernement du Kasaï Central](#), en mai.

Nom	Ministère	Parti	Territoire/Ville	Communauté
Deller Kawino Ndongo	Intérieur, Sécurité et Affaires coutumières	PPRD	Tshikapa Ville	Pende
François Tshitambala Tshitenge	Finances et Approvisionnements	CAAC	Tshikapa/Kamonia	Nyambi (Lubaphone)
Olivier Tombe Tombe	Travaux publics et Infrastructures	PPRD	Luebo	Lubaphone
Nancy Bokele Bokako	Plan et Tourisme	PPRD	Dekese	Ndengese
Céphas Kalumba Mabosho	Affaires sociales, humanitaires et des Questions de développement	PPRD	Mweka	Kete
Romain Mutombo Mutombo	Nouvelles technologies et communications	UDPS	Tshikapa/Kamonia	Lubaphone
Kabamba Mukinayi	Sports, Loisirs et Culture et Arts	PPRD	Luebo	Lubaphone
Mapaya Makoro	Mines et Energies	PPRD	Ilebo	Lele
Pauline Mbidi Ndondo	Genre, Famille, Santé et Civisme	PPRD	Mweka	Ngongo
Camille Tidanga Ipota Bembela	Relations interprovinciales et intercommunautaires	PPRD	Dekese	Ndengese

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de la composition de ce gouvernement et des controverses qui en ont découlées:

Forte domination du FCC dans la composition du gouvernement

Le premier enseignement à tirer du gouvernement de Dieudonné Pieme, c'est le nombre prépondérant des membres du FCC, particulièrement ceux du PPRD (8 sur 10). Avec le membre du Congrès des alliés pour l'action au Congo (CAAC, le parti politique de l'ex gouverneur du Kasaï Central, Alex Kande), le FCC dispose ainsi de neuf ministres sur les 10 que compte le gouvernement. Et le Cach se retrouve avec un seul ministère, qui revient à l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). Les jeunes de l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe (actuel directeur de cabinet du chef de l'Etat) se sont alors révoltés contre l'exclusion de leur parti politique du gouvernement provincial.¹ Et la fédération UDPS de Mweka a projeté une marche de protestation mais qui ne s'est pas tenue, les autorités l'ayant annulée.

Cependant, cette répartition correspond plus ou moins à la distribution des sièges à l'Assemblée provinciale du Kasaï, où le FCC compte 25 députés et trois chefs coutumiers affiliés, alors que le Cach ne compte que quatre sièges.

La plus grande controverse autour du gouvernement de Pieme réside surtout dans sa composition communautaire

C'est la communauté **bindji** de Tshikapa qui a protesté en premier. Le 27 juin, elle a publié un «message d'indignation» annonçant son «rejet pur et simple» du gouvernement de Pieme, à cause de la «marginalisation orchestrée (...) par les soi-disant originaires» de la province.² En effet, cette communauté s'est vue écartée de tout poste ministériel.³

Les notables du territoire de **Dekese** siégeant à Kinshasa ont suivi. Dans un mémorandum du 28 juin, ils ont dénoncé le fait que le gouverneur n'a tenu compte que des membres de famille du député national Adrien Bokele Djema (Dekese) lorsqu'il s'est agi de nommer des ministres provinciaux pour le «quota» du territoire. En l'occurrence, ils citent les deux ministres de Dekese, Nancy Bokele Bokako et Camille Tidanga Epota Bembela (sur les 10 membres du gouvernement) ainsi qu'un membre du cabinet du gouverneur, Fidèle Mbeyelola Ekfolo. Tous les trois seraient des membres de la famille élargie du député Bokele, tous originaires du groupement Ngelendjale.⁴

Le même jour, les notables et chefs coutumiers **chokwe** et **lunda** ont également exprimé leur mécontentement, en accusant Dieudonné Pieme de les avoir insultés pour ne pas avoir nommé un membre de leur communauté et en lui demandant d'annuler son arrêté de nomination du gouvernement provincial.⁵

A ces revendications communautaires s'ajoute l'affaire de la mort du chauffeur de M. Amadou Kabaseke, directeur provincial (DP) de la Direction générale de migration (DGM) du Kasaï. Ce dernier a été tué le 27 juin par la femme du DP de la DGM, sous prétexte qu'il faciliterait l'infidélité conjugale de son mari. L'accusée se trouve déjà en état d'arrestation en attendant un procès que les ressortissants du territoire d'Ilebo, d'où est originaire la victime, voudraient public et exemplaire. Les membres de la famille du défunt exigent aussi l'arrestation du DP pour «non assistance d'une personne en danger et complicité de meurtre».⁶

Cette affaire a pris une dimension politique dans le contexte actuel. Depuis la mort du chauffeur, des messages circulent sur les réseaux sociaux, revendiquant la justice pour le territoire d'**Ilebo**. En effet, les ressortissants de ce territoire, surtout de la communauté lele, expriment déjà leurs frustrations suite à leur sous-représentation dans le gouvernement de Dieudonné Pieme. Lorsque le chauffeur du DP, lui-même originaire d'Ilebo, est mort, l'affaire a été ainsi rapidement politisée. Sur les réseaux sociaux, un message circulait en ces termes: «...Quelle facture le territoire d'Ilebo paie pour la province du Kasaï ?» Ainsi, la mort d'un homme liée à une affaire domestique est devenue un meurtre politique.

S'ajoutent aussi des tensions liées à la gestion des recettes de la province. Tout a commencé lorsqu'il y a eu controverse autour de la taxe d'évacuation des produits agricoles, fin mai. La Direction générale des recettes du Kasaï (DGRKAS) avait augmenté cette taxe de 250.000 FC à 450.000 FC. Le gouverneur Pieme a décidé d'annuler cette hausse, jugée nuisible aux activités commerciales de la province, le 26 mai.

Par la suite, le directeur général (DG) de la DGRKAS, François Mukanyim, été interpellé par l'Assemblée provinciale. Au cours du débat parlementaire, il a été démontré qu'il y avait eu mégestion des recettes de ce service, et le DG a avoué qu'il travaillait sous la pression de son parti politique, le PPRD, et de certains de ses hauts responsables originaires de la province.⁷ François Mukanyim a fini par démissionner le 10 juin. Son adjoint, Robert Mashiki, a été révoqué, de son côté, par le gouverneur Pieme pour n'avoir pas dénoncé la mégestion du titulaire.

Tensions politiques et sécuritaires au Kasaï Central

La province du Kasaï Central n'a pas été épargnée par des différends politiques. À la suite de [la contestation du gouvernement provincial par le PPRD en mai](#), les partisans de l'UDPS ont manifesté à Kananga, le 22 juin, pour réclamer 40 % de postes dans le gouvernement provincial.⁸ Le gouverneur Martin Kabuya a, décidément, du pain sur la planche. Il doit répondre non seulement aux réclamations du PPRD, qui compte 11 des 33 élus de la province, mais aussi à celles de l'UDPS.

L'autre dossier : sa décision de licencier des fonctionnaires qui ne passe pas. Le 26 juin, des médecins chefs de zone de santé ont écrit au président de l'Assemblée provinciale. Certains dénonçaient leur licenciement, d'autres leur rétrogradation.⁹ Le 1er juillet, c'était au tour des responsables de la Direction générale des recettes d'être limogés. Dix autres responsables de cette régie financière provinciale ont été arrêtés au bureau du gouverneur sur son ordre alors qu'ils répondaient à son invitation pour une réunion de service. Le gouverneur leur reprochait le détournement et les malversations financières.¹⁰ Quatre ont pu être libérés et six autres envoyés en prison où ils sont détenus par le parquet général de Kananga. Ce qui a poussé une ONG locale, la Ligue nationale paysanne des droits de l'Homme (Linapedho), à dénoncer la manière arbitraire avec laquelle M. Kabuya gère la province.¹¹ L'assemblée provinciale a convoqué une session extraordinaire pour étudier le projet d'édit du gouverneur sur le statut des agents et fonctionnaires de l'Etat dans la province. À cette situation, il faut ajouter la plainte déposée à la justice par l'ancien vice-gouverneur Manif Kabuanga contre Martin Kabuya pour détournement présumé des salaires des membres du gouvernement provincial sortant.

Sur le plan sécuritaire, une nouvelle évasion à la prison de Kananga a été constatée le 19 juin, après deux précédentes évasions le 7 et 9 mai. Ce qui avait conduit au transfert de 44 prisonniers à Kinshasa et à l'Equateur et dans les cachots de l'ANR.¹² À la suite de cette troisième évasion, les autorités ont décidé de délocaliser les prisonniers. Ainsi, 115 détenus ont été transférés, le 28 juin, dans un camp de l'armée sur ordre de « la haute hiérarchie du pays », selon le ministre provincial de la Justice, tandis que d'autres ont été envoyés dans des cachots de l'Agence nationale de renseignement (ANR) à Kananga.¹³

Hormis les mouvements autour de la prison, l'insécurité urbaine à Kananga a persisté, comme le GEC l'avait signalé au mois de mai.¹⁴ Parmi les événements les plus marquants le vol d'un véhicule, des ordinateurs et d'un coffre-fort du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le 16 juin.¹⁵

Il faut signaler enfin l'inculpation par la justice militaire des agents de l'État, parmi lesquels un officier de l'armée, dans le meurtre des experts de l'ONU. Il s'agit du colonel Jean de Dieu Mambweni. Avec des inspecteurs de la DGM, il a été inculpé pour terrorisme, participation à un mouvement insurrectionnel, meurtre par mutilation en temps de guerre et violation des consignes dans le procès.¹⁶ Pour l'instant, la date du procès n'a pas encore été fixée.

Sankuru: contestation autour des candidatures à l'élection du gouverneur

Dans la province du Sankuru, ce mois de juin a été dominé par des luttes juridiques autour des candidats à l'élection du gouverneur. Le scrutin sera probablement reporté encore, cette fois-ci au 20 juillet, à cause des problèmes sécuritaires.¹⁷ La Ceni a annoncé que ce scrutin aura enfin lieu le 10 juillet.¹⁸ Ce retard était dû à des contentieux autour de la candidature de Joseph-Stéphane Mukumadi, challenger de Lambert Mende, ancien ministre de la Communication sous Joseph Kabila. Le premier avait vu sa candidature invalidée par la Cour d'appel du Sankuru pour raison de détention d'une nationalité autre que celle du Congo, le 3 mars, après sa saisine par le parti de Mende, la Convention des Congolais unis (CCU). En conséquence: Lambert Mende s'était retrouvé candidat unique au gouvernorat. Un cas de figure déploré par d'autres membres influents du PPRD originaires du Sankuru, qui ne supporteraient pas que Mende devienne gouverneur.

Prévu le 10 avril avec un seul candidat en lice, le scrutin avait finalement été suspendu par le Conseil d'État.¹⁹ Ce dernier avait alors enjoint la Ceni de réhabiliter la candidature de Mukumadi. Ce que la commission électorale n'avait pas fait lorsqu'elle reprogramma les élections au 13 avril. C'est ainsi que le Conseil supérieur de la magistrature s'était saisi de l'affaire, retoquant à son tour la décision du Conseil d'État. Finalement, ce n'est qu'après la visite des notables du Sankuru auprès du chef de l'Etat que la Ceni a établi un nouveau calendrier, le 25 juin, tout en réhabilitant la candidature de Mukumadi.²⁰ La suite ? Le CCU de Mende a annoncé, le 27 juin, qu'il va saisir la Cour constitutionnelle pour contester cette nouvelle décision de la Ceni.²¹ Pour le moment, il semble que le scrutin aura lieu avec les deux candidats.

B. Situation humanitaire

Comme le GEC l'avait signalé lors de son dernier rapport mensuel, les chiffres des déplacés au Kasaï, comme pour le reste du Congo, sont difficiles à obtenir. Les dernières statistiques publiées par la Displacement Tracking Matrix (DTM) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) datent de novembre 2018.²² Tous les chiffres disponibles publiquement sont ceux de la DGM.

Province ²³	Nombre d'individus déplacés en 2016	Nombre d'individus déplacés en 2017	Nombre d'individus déplacés en 2018
Kasaï	36 323	369 066	45 729
Kasaï Central	71 804	483 906	214 813
Kasaï Oriental	17 684	61 230	34 440
Lomami	40 449	182 753	54 473
Sankuru	35 435	41 752	18 126

Autre donnée intéressante est le nombre total de villages ayant été détruits, partiellement détruits ou vidés de leur population pour la période comprise entre 2016 et 2018:

Province ²⁴	Nombre de villages détruits	Nombre de villages partiellement détruits	Nombre de villages vidés de leur population
Kasaï	81	1 164	70
Kasaï Central	237	3 238	28
Kasaï Oriental	81	134	2
Lomami	32	464	13
Sankuru	21	303	30

Ces données montrent clairement au moins deux tendances. Premièrement, pour la période de 2016 à 2018, la majorité des déplacements au Kasaï ont eu lieu en 2017, lors de l'apogée du conflit armé dans la région. Deuxièmement, c'est le Kasaï Central qui aurait été le plus touché par les mouvements de la population.

Les retournés d'Angola constituent le plus grand flux des migrations dans le Kasaï depuis 2018.²⁵ Les dernières statistiques fournies par le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (Ocha) indiquent qu'entre octobre 2018 et fin-mai 2019, 428 304 personnes sont retournés de l'Angola, dans six provinces du Congo, et dont la province du Kasaï a reçu 62% selon les chiffres officiels de la DGM. Le rapport d'Ocha en date du 14 juin fait état d'environ 50 personnes par jour en moyenne qui continuent à arriver de l'Angola, depuis mars 2019.

C. Analyse et recommandations

Dans les trois provinces du Kasaï citées dans ce rapport, nous avons relevé des contestations politiques liées à la composition des gouvernements provinciaux et, pour le Sankuru, la course même au gouvernement se révèle problématique. Cependant, il faut examiner la nature de ces différentes controverses pour avoir une compréhension plus profonde des dynamiques politiques de ces provinces.

A titre de rappel, dans son [rapport mensuel de mai 2019](#) sur la région du Kasaï, le GEC avait noté que le gouvernement nommé par le gouverneur Martin Kabuya au **Kasaï Central** avait suscité des polémiques, notamment par l'absence des membres du PPRD, le parti disposant du plus grand nombre de sièges à l'Assemblée provinciale. Et ce, principalement au profit des politiciens d'Ensemble pour le changement, précisément ceux issus des partis politiques de deux députés nationaux de grande importance de la province, Delly Sesanga et Claudel André Lubaya. Les contestations autour de son gouvernement étaient, donc, liées à la représentativité de différents partis et coalitions politiques au sein de l'équipe gouvernementale provinciale.

Pour ce qui est de la province du **Kasaï**, l'on a assisté à des contestations d'un autre type. Ici, des tensions ont en effet été dues soit par la non représentativité au gouvernement des différents territoires et communautés, soit, dans une moindre mesure, par l'absence de certains partis et coalitions politiques. Cette différence peut être attribuée à la présence de multiples communautés au Kasaï, sans qu'il y en ait une qui prédomine sur le plan démographique. Pour rappel, la province de l'Unité kasaïenne, créée en 1962, dont les frontières chevauchent en partie celles de l'actuelle province du Kasaï, avait été conçue comme un regroupement des communautés minoritaires pour faire face à la prédominance lubaphone dans la région correspondant à l'ex Kasaï Occidental.

Ainsi, lors de la décentralisation de 2015, les notables et politiciens de la future province du Kasaï s'étaient réunis au Centre Nganda, à Kinshasa, pour discuter de la répartition des institutions provinciales parmi les différentes communautés. D'autant que cette question était au centre de grandes contestations sous l'ancien gouverneur Marc Manyanga, qui était en conflit ouvert avec son vice-gouverneur, Hubert Mbingho.²⁶

Aujourd'hui, ces conflits sont revenus sous forme des protestations de différentes communautés et partis politiques contre la composition du gouvernement provincial. C'est bien là un symptôme de la fragmentation de la province. Ceci explique également pourquoi l'annonce des membres du cabinet du gouverneur et des ministres provinciaux avait traîné. Mais il semble qu'il n'a pas cependant été possible de servir tout le monde.

Hormis les tentatives de faire en sorte que les différentes communautés et grandes composantes politiques se retrouvent, il a été constaté une omission remarquable au sein du gouvernement : celle de la communauté kuba, qui est composée de différents groupes, dont les Bushoong, les Ngende, les Ngongo et les Mpiang. Une configuration difficile à expliquer lorsque l'on sait que le gouverneur Pieme est lui-même Kuba, tout comme son parrain politique, Evariste Boshab. En plus, sur les trois députés nationaux de Mweka, deux sont Bushoong, et quatre sur six des députés provinciaux de Mweka sont Bushoong.

Dans une logique communautaire, l'on s'attendrait ainsi à retrouver des membres de la communauté kuba au gouvernement pour le compte du territoire de **Mweka**, afin que Boshab et Pieme puissent y imposer leur influence. Et pourtant il n'y en a qu'un seul - Pauline Mbidi Ndong, la ministre du Genre, Famille, Santé et Civisme (Ngongo de **Mweka**).

Il semblerait que la stratégie de Boshab et Pieme serait d'exercer leur influence à travers des alliés issus d'autres communautés, afin d'échapper aux accusations de «tribalisme». A part la ministre Ndong, seuls le secrétaire exécutif du Gouvernement provincial, Jacob Pemebelongo Bomilongo, qui a le rang de ministre, et son conseiller chargé des questions politiques et coutumières, Célestin Nono Katumba, sont Kuba. Pemebelongo est Ngende de Bolempo (le groupement d'origine de Boshab) et peut se prévaloir des relations proches avec les Mpiang du côté maternel. Nono Katumba est Mpiang de Kakenge (**Mweka**) et cousin du gouverneur Pieme.

Ainsi, l'on retrouve des alliés de Boshab au gouvernement issus d'autres communautés (voir le tableau ci-haut) : Kawino Ndong, Tombe Tombe, Bokele Bokako, Kalumba Mabosho, Kabamba Mukinayi, Mbidi Ndong et Tedanga Ipota Bembela. Mapaya Makoro, lui, avait été recommandé par Jeunesse Mandjuandjua, allié de Boshab et député national élu d'Ilebo.

La lutte pour l'influence politique entre les camps d'Évariste Boshab et de Maker Mwangu continue. Il faut donc comprendre la suspension de l'adjoint du DG de la DGRKAS comme une revanche politique: l'ancien DG est, lui, un allié de Boshab. Son adjoint, Robert Mashiki, avait été propulsé par l'ancien vice-gouverneur Hubert Mbingho, lui-même allié de Mwangu. Tous les trois sont de la communauté pende.

Au **Kasaï Central**, la situation politique a évolué différemment. Alors que les contestations communautaires autour des choix des ministres de Dieudonné Pieme ont dominé au **Kasaï**, à Kananga, c'était plutôt des critiques de la gestion du gouverneur Martin Kabuya qui ont marqué l'actualité. Dans le premier cas, il s'agit des tensions intercommunautaires qui se manifestent à travers la politique. Mais dans le deuxième, ce sont des griefs soulevés contre la gouvernance de Kabuya, lesquels sont liés à son comportement personnel, mais aussi à la façon dont il serait en train d'user de son poste pour pouvoir se venger contre ses adversaires politiques. Il a par exemple convoqué une session extraordinaire de l'Assemblée provinciale le 1^e juillet, afin d'examiner un projet d'audit sur le statut des agents des services publics, et ainsi formaliser et légitimer ses démarches administratives.²⁷

Les pressions autour de la candidature de Mukumadi au **Sankuru** reflètent une autre dynamique: celle des luttes à la fois intra-communautaires et au sein d'une même famille politique. Au sein de la communauté tetela existent en effet deux camps opposés: celui «de la savane» et celui «de la forêt». Viennent ensuite s'ajouter des luttes au sein du FCC. Car l'ex ministre Lambert Mende est combattu par d'autres membres influents tetela du FCC: Léonard She Okitundu, Jean-Charles Okoto Lolakombe et Adolphe Onusumba. Tous les trois soutiennent Mukumadi, Tetela dit «de la savane» comme Okitundu et Onusumba. Seul Okoto est Tetela dit «de la forêt» - la preuve, comme on l'a vu au Kasaï aussi, que l'identité communautaire influence, mais ne dicte pas, les alliances politiques. Il en résulte qu'au Sankuru, la question de la gestion de la province se joue exclusivement au sein d'une même communauté et d'une même coalition politique, le FCC.

Recommandations

Les tensions politiques au **Kasaï Central** et du **Kasaï**, qui prennent des résonances ethniques dans certains cas, devraient faire l'objet d'échanges réguliers entre les populations locales et les responsables politiques au sein des assemblées provinciales et du gouvernement. Ceux-ci pourraient avoir lieu une fois par mois, par exemple, et devraient être facilités par des ONG locales ou internationales. Ces partenaires devraient organiser les échanges: i) de sorte que ce ne soit pas nécessairement toujours les mêmes représentants de la population qui sont représentés, pour avoir une diversité d'opinions, et ii) avec des agendas bien définis pour faire en sorte que les problèmes clé soient abordés. Ces échanges pourraient être organisés sous forme des tribunes d'expression populaire par les organisations de la société civile locale. Des médias locaux peuvent également être mis en contribution pour permettre à la population d'être plus informée sur la gestion de ces provinces.

Pour le **Sankuru**, il faudrait que les acteurs impliqués dans la crise politique en aient une lecture non seulement juridique mais aussi politique. C'est-à-dire que la solution du problème ne doit pas se trouver dans le système judiciaire, comme c'est le cas actuellement, où ces conflits politiques se jouent à travers des actions juridiques. L'organisation de l'élection du gouverneur ne peut qu'être perçue comme une phase vers l'escalade ou la baisse des tensions politiques qui ont également des résonances ethniques. Ainsi, il faudrait d'abord organiser un cadre de discussion entre les acteurs impliqués (y compris les tireurs de ficelles basés à Kinshasa) avec l'implication de différents membres des communautés locales du Sankuru, qui devraient représenter la diversité d'opinions politiques.

Les initiatives décrites ci-haut pourraient s'inspirer du travail effectué par une ONG au Kivu qui s'appelle Leadership Cohésif, qui a déjà travaillé dans le cadre de la résolution des conflits avec des acteurs locaux et nationaux. La leçon qu'ils ont tiré de leur expérience, c'est l'importance de créer des espaces et cadres de dialogue informels, où les acteurs peuvent échanger librement et entrer en profondeur sur les causes des problèmes et les moyens pour les résoudre.

RÉFÉRENCES

- 1 Union pour la nation congolaise. Ligue des jeunes. Interfédération du Kasaï. « Message d'indignation adressé au gouverneur de la province du Kasaï. », 1er juillet 2019, <http://congoresearchgroup.org/message-dindignation-des-jeunes-de-lunc-au-gouverneur-du-kasai/?lang=fr>
- 2 Communauté bindji de Tshikapa « Cobitshi ». « Message d'indignation », 27 juin 2019, <http://congoresearchgroup.org/message-dindignation-de-la-communaute-bindji-de-tshikapa/?lang=fr>. Voir également https://www.mediacongo.net/article-actualite-53199_kasai_executif_provincial_le_depute_kalala_indigne_de_la_non_representativite_de_la_communaute_bindi_de_tshikapa.html
- 3 Il sied de rappeler que la communauté bindji du Kasaï est souvent considérée comme un peuple "étranger" au Kasaï bien qu'elle y soit installée depuis environ un siècle.
- 4 Notables du territoire de Dekese, « Déclaration politique ». 28 juin 2019, <http://congoresearchgroup.org/gouvernement-du-kasai-declaration-politique-des-notables-de-dekese/?lang=fr>
- 5 Communautés tshikwe et lunda de Tshikapa. « Déclaration des communautés tshikwe et lunda du Kasaï par rapport à la publication du gouvernement de la province du Kasaï », 28 juin 2019. <http://congoresearchgroup.org/declaration-des-chefs-coutumiers-et-notables-chokwe-et-lunda-contre-le-gouverneur-pieme/?lang=fr>. Et "Mémorandum des communautés chokwe et lunda du Kasaï contre le gouvernement de Pieme", <http://congoresearchgroup.org/memo-chokwe-lunda-kasai-pieme/?lang=fr>
- 6 <https://lepotentialonline.net/2019/06/29/kasai-une-femme-donne-la-mort-au-chauffeur-de-son-mari>
- 7 <https://actualite.cd/2019/06/10/kasai-le-dg-de-la-direction-generale-des-recettes-du-kasai-demissionne-de-son-poste>
- 8 <https://actualite.cd/2019/06/22/kasai-central-manifestation-des-militants-de-ludps-kananga-pour-reclamer-40-des-postes>
- 9 Lettre des médecins chefs de zones du Kasaï Central. « Objet : recours de rétablissement dans les fonctions », 26 juin 2019, <http://congoresearchgroup.org/lettre-des-medecins-chefs-de-zone-contre-une-decision-du-gouverneur-martin-kabuya-au-kasai-central/?lang=fr>
- 10 <https://actualite.cd/2019/07/01/kasai-central-huit-responsables-de-la-direction-des-recettes-aux-arrets>
- 11 <https://actualite.cd/2019/07/02/kasai-central-une-ongdh-denonce-un-climat-de-terreur-instaure-par-le-gouverneur-kabuya>
- 12 <http://congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2019/06/Kasai-Rapport-mai19-FR-final-II.pdf>
- 13 <https://actualite.cd/2019/07/01/rdc-les-detenus-de-la-prison-centrale-de-kananga-transferes-dans-un-camp-de-larmee>
- 14 <http://congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2019/06/Kasai-Rapport-mai19-FR-final-II.pdf>, pp.4-5
- 15 Entretien avec autorité politico-administrative urbaine, Kasaï Central, juin 2019.
- 16 <http://www.rfi.fr/afrique/20190605-rdc-meurtre-deux-experts-onu-agents-service-securite-officiers-armee-congolaises-in>
- 17 <https://actualite.cd/2019/06/25/rdc-la-ceni-fixe-au-10-juillet-lelection-des-gouverneurs-du-sankuru-et-du-sud-ubangi>
- 18 <https://actualite.cd/2019/07/10/sankuru-election-du-gouverneur-dans-dix-jours-info-actualitecd>
- 19 Les informations dans ce paragraphe sont tirées de: <https://actualite.cd/2019/06/25/gouverneur-du-sankuru-lambert-mende-nest-plus-candidat-unique-la-ceni-rehabilite-joseph>
- 20 <https://www.jeuneafrique.com/795042/politique/rdc-comment-felix-tshisekedi-a-impose-un-candidat-face-a-lambert-mende-dans-le-sankuru/>
- 21 <http://www.presselibre.net/election-gouvernorale-au-sankuru-le-regroupement-politique-election-gouvernorale-au-sankuru-le-regroupement-politique-ccu-et-allies-vient-de-saisir-la-cour-constitutionnelle/>
- 22 <https://displacement.iom.int/democratic-republic-congo>
- 23 Ces chiffres proviennent de: https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/DTM_MT_DRC_all%20FR%20R2_130219.pdf?file=1&type=node&id=5206, p.5
- 24 Ibid., p.12
- 25 Les informations dans ce paragraphe sont tirées de: https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/angola_retournees_sitre_p_deg07.pdf, p.1
- 26 <http://congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2018/07/French-Setting-Fire-to-your-Own-House-16Jul18.pdf>, p.26
- 27 <https://www.radiookapi.net/2019/07/02/actualite/politique/kasai-central-session-extraordinaire-pour-examiner-le-projet-dedit>



Rivière Loangatshimo (Kasai)

Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant à but non lucratif qui s'efforce de comprendre et d'expliquer la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous menons des recherches rigoureuses sur différents aspects du conflit qui sévit en République démocratique du Congo. Toutes nos recherches s'appuient sur une profonde connaissance historique et sociale du problème en question. Nos bureaux se trouvent au Centre de coopération internationale de l'Université de New York.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur les www.congoresearchgroup.org et www.gecongo.org

 GEC@CRG
www.congoresearchgroup.org
www.cic.nyu.edu

Center on International Cooperation
726 Broadway, Suite 543
NY 10003, New York